

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-40 du 6 décembre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Président-élu D. Trump désigne Jamieson Greer comme Représentant américain au Commerce (USTR)
2. Le Département du Commerce renforce son dispositif de contrôle export dans le domaine des semi-conducteurs

Climat – énergie – environnement

3. Les États-Unis investissent 560 M\$ supplémentaires dans le Corridor de Lobito
4. Le Département de l'Intérieur investit 849 M\$ pour sécuriser les approvisionnements en eau dans l'ouest du pays

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports publie un guide sur les stratégies d'action climatique destiné aux collectivités locales

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Le revenu net agricole serait de nouveau en baisse en 2024

Numérique et innovation

7. Selon la presse américaine, la FTC aurait lancé une enquête antitrust sur les pratiques de Microsoft dans le cloud, la cybersécurité et l'IA
8. Amazon dévoile ses modèles d'IA générative

Santé

9. L'administration Biden propose la couverture Medicare/Medicaid des traitements contre l'obésité

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Président-élu D. Trump désigne Jamieson Greer comme Représentant américain au Commerce (USTR)

Le 26 novembre, le Président-élu D. Trump a [annoncé](#) la nomination de Jamieson Greer comme Représentant américain au Commerce (USTR). Selon le communiqué, il aura pour objectif « la réduction du déficit commercial massif du pays, la défense de l'industrie manufacturière, de l'agriculture et des services américains, et l'ouverture des marchés d'exportation partout ». J. Greer est l'ancien chef de cabinet de Robert Lightizer, qui occupait le poste d'USTR lors du premier mandat de D. Trump. À ce titre, il a participé aux négociations de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (USMCA), a joué un « rôle clé » selon les mots du Président-élu, dans l'exécution de son agenda tarifaire vis-à-vis de la Chine et d'autres pays. Actuellement associé au sein du cabinet d'avocats King & Spalding sur des dossiers de litiges commerciaux, il s'est régulièrement exprimé au cours de la campagne pour défendre le bilan commercial de l'administration Trump I. Largement aligné avec les positions de R. Lightizer, il se positionne en faveur du « découplage stratégique » avec la Chine. En mai 2024, dans le cadre d'une audience devant la Commission de revue économique et de sécurité de la relation sino-américaine (USCC), J. Greer a [prôné](#) la révocation du statut PNTR de la Chine.

2. Le Département du Commerce renforce son dispositif de contrôle export dans le domaine des semi-conducteurs

Le 2 décembre, le Bureau of Industry and Security (BIS) du Département américain du Commerce (DoC) a [annoncé](#) un renforcement de son dispositif de contrôle export dans le domaine des semi-conducteurs, dont l'application revêt une dimension extraterritoriale. Ce renforcement s'inscrit dans la lignée d'une série de précédentes mesures adoptées par le BIS en octobre 2022 et octobre 2023 destinées à restreindre l'accès de la Chine aux semi-conducteurs avancés et aux équipements nécessaires à leur fabrication. Les nouvelles mesures reposent sur deux règles publiées par le BIS. La première [prévoit](#) de nouveaux contrôles sur 24 types d'équipements de fabrication de semi-conducteurs et 3 types d'outils logiciels pour le développement ou la production de semi-conducteurs, ainsi que sur les puces mémoires à large bande passante (HBM) et les logiciels de gestion de la mémoire de ces puces. Certains des équipements couverts par ces nouvelles mesures de contrôle se verront appliquer la Foreign Direct Product Rule (FDPR), permettant au BIS de contrôler un bien étranger non pas seulement s'il intègre un certain pourcentage de composants américains mais aussi si celui-ci est issu d'une technologie américaine. Cette règle intérimaire prévoit un délai de mise en conformité fixé au 31 décembre 2024 ainsi qu'un appel à commentaires publics sur son contenu jusqu'au 31 janvier 2025. La seconde [prévoit](#) l'ajout de 140 entreprises soumises à des restrictions d'exportations au sein de l'Entity List administrée par le BIS. Les exportations d'équipements vers certaines des entreprises recensées au sein de l'Entity List seront également soumises à la règle FDPR mentionnée *supra*. Cette règle finale prévoit également un délai de mise en conformité fixé au 31 décembre 2024, sans que son contenu soit toutefois soumis à commentaires publics.

Brèves

- Le 29 novembre, le Département du Commerce a [annoncé](#) des droits anti-dumping préliminaires sur les importations de matériaux photovoltaïques en provenance du Vietnam, de la Thaïlande, de la Malaisie et du Cambodge, sur fond de suspicion de contournement tarifaire de la Chine à travers ses pays-tiers [voir [Brèves sectorielles du 04 octobre 2024](#)].
- Le 30 novembre, le Président-élu D. Trump a [exigé](#) que les BRICS s'engagent à ne pas créer une monnaie commune et à ne pas soutenir une autre monnaie pour remplacer le dollar comme monnaie de référence internationale, faute de quoi il imposerait des droits de douane à hauteur de 100 % sur leurs exportations vers les États-Unis.
- Le 2 décembre, le Président-élu D. Trump a [annoncé](#) son intention de bloquer le rachat d'US Steel par le japonais Nippon Steel et a fait planer la menace de réimposition rapide de droits de douane sur les importations d'acier.
- Le 27 novembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 21 proches et membres du gouvernement de Nicolas Maduro.
- Le 2 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 3 anciens membres du gouvernement ouzbek impliqués dans un réseau de trafic d'êtres humains.
- Le 3 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 35 entités et navires impliqués dans le trafic de pétrole et le financement du programme nucléaire iraniens.
- Le 4 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 5 individus et 4 entités associés à un réseau de blanchiment d'argent à travers l'usage de cryptomonnaies, liés au Kremlin et ses efforts de contournement des sanctions en vigueur.

Climat – énergie – environnement

3. Les États-Unis investissent 560 M\$ supplémentaires dans le Corridor de Lobito

La Maison-Blanche a [déclaré](#) le 4 décembre que les États-Unis et l'Angola ont coorganisé en Afrique un sommet du Corridor Trans-Afrique Lobito réunissant des dirigeants de la République Démocratique du Congo (RDC), de la Tanzanie et de la Zambie, ainsi que des PDG du secteur privé, les institutions financières et de développement américaines et la Corporation africaine de financement (AFC). La Maison-Blanche précise que le Corridor de Lobito, qui vise à connecter les océans Atlantique et Indien, représente un moteur de développement régional. La Maison-Blanche ajoute que le Président Biden a annoncé durant le sommet un financement supplémentaire de plus de 560 M\$, portant les investissements américains dans le Corridor à plus de 4 Md\$. La Maison-Blanche précise que les dirigeants ont en particulier discuté de l'impact transformateur du Corridor pour l'amélioration de l'accès aux minéraux critiques nécessaires à la transition vers les énergies propres et à la connectivité numérique, le renforcement de la sécurité

alimentaire, la stimulation du commerce régional et l'impact sur les populations. La Maison-Blanche précise qu'à ce jour, les banques régionales de développement des États-Unis et les partenaires internationaux ont mobilisé plus de 6 Md\$ en investissements publics et privés sur les projets du Corridor.

4. Le Département de l'Intérieur investit 849 M\$ pour sécuriser les approvisionnements en eau dans l'ouest du pays

Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 3 décembre un investissement de 849 M\$ pour 77 projets dans plusieurs États (Arizona, Californie, Colorado, Idaho, Montana, etc.) afin d'améliorer le transport, le stockage et le traitement de l'eau, ainsi que la production d'hydroélectricité dans l'Ouest américain.

Le DoI précise que ce financement s'[inscrit](#) dans les travaux menés par l'administration avec les parties prenantes pour garantir une gestion plus durable des ressources en eau dans le bassin du fleuve Colorado, qui fait face à une sécheresse persistante depuis 24 ans, liée aux usages et aggravée par le changement climatique.

Le DoI indique que ces investissements, financés par la loi bipartisane sur les infrastructures (BIL) font partie d'un effort global pour renforcer la résilience des communautés de l'Ouest face au changement climatique et aux sécheresses prolongées, et pour protéger le fleuve Colorado, une ressource vitale pour de nombreuses régions.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 2 décembre deux initiatives visant à moderniser le réseau électrique américain : 1) le financement, pour un total de 20 M\$, de 9 projets visant à développer des technologies de transformateurs avancées pour améliorer la résilience et la fiabilité du réseau électrique, 2) l'attribution, dans le cadre de la phase 1 du Silicon Carbide Packaging Prize de 50 000 \$ à 8 projets développant des solutions de semi-conducteurs à carbure de silicium, dans le but d'améliorer leur fonctionnement dans des environnements à haute tension, tels que le stockage d'énergie.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 3 décembre l'attribution d'une garantie de prêt de 303,5 M\$ à Eos Energy Enterprises, Inc pour financer la construction à Turtle Creek, en Pennsylvanie, de deux lignes de production de systèmes de stockage d'énergie à base de batteries au zinc-brome de nouvelle génération destinés au secteur industriel et à l'équipement des réseaux électriques. Sous réserve d'une évaluation complémentaire, deux autres lignes à Duquesne, en Pennsylvanie, pourraient également être incluses dans la garantie de prêt. Les quatre lignes du projet pourraient fabriquer 8 GWh de capacité de stockage par an d'ici 2027. Le communiqué indique qu'Eos prévoit de se procurer, à terme, presque 100 % des matériaux nécessaires à la fabrication des batteries Eos Z3 aux États-Unis.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 2 décembre un mémoire décrivant l'approche du DoE en matière d'évaluation des risques liés à la recherche, à la technologie et à la sécurité économique (Research Technology and Economic Security – RTES) pour les activités de financement et de prêt. Le DoE précise que ce cadre codifie une approche

harmonisée d'évaluation des risques dans l'ensemble des bureaux de financement du DoE et garantit des exigences adaptées aux projets de recherche et développement (R&D) en phase initiale dans le cadre universitaire, aux projets de R&D appliquée et aux projets de démonstration et de déploiement (D&D).

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports publie un guide sur les stratégies d'action climatique destiné aux collectivités locales

Le 25 novembre, le Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) la mise en ligne d'un guide sur les stratégies d'action climatique à destination des autorités locales des États, des tribus, des métropoles et des municipalités. Le DoT indique que les stratégies proposées s'inscrivent dans le document-cadre national pour la décarbonation des transports publié en janvier 2023 ([U.S. National Blueprint for Transportation Decarbonization](#)). Fondées sur les enseignements de la science et de la recherche, elles visent à aider les autorités subfédérales intéressées à mettre en place des systèmes de transport plus résilients, durables et accessibles tout en soutenant le développement de communautés sûres et dynamiques économiquement.

Intitulé « [Climate Strategies That Work](#) », le guide est conçu comme une boîte à outils comprenant une trentaine de stratégies, classées suivant qu'elles permettent de rendre les transports plus propres, plus efficaces et/ou plus pratiques. Ces stratégies peuvent porter tant sur la mobilité des personnes (usage du vélo, installation des infrastructures pour les véhicules électriques, développement des transports publics, etc.) que sur le transport de marchandises (rétrofit des véhicules lourds, déploiement de solutions numériques, méthodes d'optimisation des opérations, etc.). Elles mobilisent également des leviers variés, notamment les nouvelles technologies (motorisations propres, systèmes d'information en temps réel, micromobilité), les politiques d'aménagement (planification intégrée des corridors de transport, règles de stationnement) et les dispositifs incitatifs sur les comportements de mobilité (covoiturage, péage urbain, abonnements aidés pour les transports en commun).

Chaque stratégie fait l'objet d'une fiche de présentation indiquant son champ d'application en termes de typologie spatiale (urbaine, périurbaine, rurale, tribale) et de temporalité (court ou long terme). Chaque fiche aborde aussi les impacts en matière de réduction de gaz à effet de serre, de développement économique et de sécurité, les possibilités de financement ainsi que des exemples existants de mise en œuvre.

Industrie

Brèves

- Le PDG d'Intel Pat Gelsinger a [annoncé](#) le 2 décembre sa démission alors que l'entreprise, qui perdu plus la moitié de sa valeur en bourse depuis le début de l'année, a été exclue du Dow Jones en novembre, remplacée par

Nvidia [voir [Brèves sectorielles du 15 novembre 2024](#)]. David Zinsner (directeur financier) et Michelle Johnston Holthaus (dirigeante de la division « Intel Products ») ont été désignés co-PDG par intérim en attendant la nomination d'un nouveau dirigeant.

Distribution et divertissement

Brèves

- Selon [les informations](#) du Financial Times, le groupe américain Walmart va renoncer à certaines de ses politiques « DEI » (diversité, équité, inclusion), et notamment les conditions relatives au genre et à la race imposées à ses fournisseurs. Cette inflexion est revendiquée comme le résultat de pressions exercées auprès de l'entreprise par l'activiste Robby Starbuck, qui a déjà obtenu des résultats similaires auprès d'autres entreprises américaines (Ford, Boeing, Caterpillar ou encore John Deere).

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Le revenu net agricole serait de nouveau en baisse en 2024

Les dernières [prévisions](#) de l'USDA pour l'année 2024 mettent en évidence la poursuite d'une baisse des revenus agricoles aux États-Unis, même si son rythme faiblit par rapport à celui enregistré l'année dernière. Le revenu agricole net atteindrait 140,7 Md\$, soit une baisse de 6 Md\$ (-4,1 %) par rapport à 2023 et de 41,2 Md\$ (-22,6 %) par rapport au pic historique de 2022. En dollars constants, la baisse de revenus pour 2024 serait de 9,5 Md\$, soit -6,3 % par rapport à 2023.

La baisse du revenu agricole en 2024 s'explique quasi exclusivement par la détérioration marquée des résultats des cultures végétales. Ce secteur enregistrerait en 2024 un chiffre d'affaires de 246,2 Md\$, en baisse de 25 Md\$ (-9,2 %) par rapport à 2023. Ce recul est lié à la poursuite de la baisse des prix, dans un contexte de tassement de la demande mondiale et de concurrence accrue sur les marchés internationaux, et non en raison d'une baisse des volumes vendus. Les producteurs de maïs (-20,8 % par rapport à 2023), de soja (-12,3 %) et de coton (-26,9 %) enregistreraient les baisses de chiffre d'affaires les plus importantes. À l'inverse, des hausses sont attendues pour les légumes (+6,7 %) et le riz (+4,5 %). Le chiffre d'affaires des productions animales progresserait assez nettement pour atteindre un total de 270,6 Md\$, soit une augmentation de 21 Md\$ (+8,4 %) par rapport à 2023. Les secteurs de production les plus favorisés seraient ceux du bœuf et des veaux (+7,2 %), du lait (+11,5 %) et des œufs (+39,4 %).

Les paiements directs du gouvernement aux agriculteurs diminueraient de 13,6 %, à 10,6 Md\$ en 2024. Cette baisse s'explique principalement par une moindre activation de l'assurance marge pour les producteurs laitiers, en raison de la bonne tenue des cours du lait et de plus faibles paiements pour les indemnités dues au titre des catastrophes naturelles. Sur ce dernier point, les dommages cumulés subis par les agriculteurs depuis 2022 et non encore indemnisés dépassent 20 Md\$.

Parallèlement, les dépenses de production seraient en légère diminution (-1,7 %, soit -8 Md\$), atteignant 453,9 Md\$. Cette baisse résulte principalement de la réduction des coûts liés à l'alimentation animale, aux engrais et au carburant. Cependant, les économies ainsi réalisées sont pour partie contrebalancées par une hausse des coûts de main-d'œuvre (+6,1 %) et des frais financiers (+4,1 %).

Brèves

- La Food and Drug Administration (FDA) et le Département américain de l'Agriculture (USDA) ont lancé une [consultation](#) publique sur l'étiquetage des dates sur les produits alimentaires afin d'évaluer les pratiques industrielles, la perception des consommateurs et les impacts sur le gaspillage alimentaire. Ces mentions, souvent mal comprises, contribuent à environ 20 % du gaspillage domestique, les consommateurs les assimilant fréquemment à des indicateurs de sécurité alimentaire plutôt qu'à des critères de qualité.
- La dernière [livraison](#) du baromètre de l'économie agricole de l'Université Purdue publiée le 4 décembre révèle que l'optimisme des agriculteurs a bondi depuis les élections du 5 novembre, atteignant son niveau le plus élevé depuis mai 2021. Un tiers des agriculteurs interrogés dans l'enquête de Purdue pensent que leur exploitation sera en meilleure santé financière d'ici un an, contre seulement 19 % en octobre, et plus de la moitié des répondants estiment que les cinq prochaines années seront favorables aux agriculteurs, contre 34 % en octobre.

Numérique et innovation

7. Selon la presse américaine, la FTC aurait lancé une enquête antitrust sur les pratiques de Microsoft dans le cloud, la cybersécurité et l'IA

Selon Bloomberg, la Federal Trade Commission (FTC) aurait [lancé](#) une enquête antitrust visant Microsoft, portant sur plusieurs domaines, dont le cloud, les licences logicielles, la cybersécurité et l'intelligence artificielle. L'enquête porterait sur de potentiels abus de position dominante de Microsoft, notamment en liant ses services cloud à d'autres produits et en intégrant des outils de cybersécurité qui pourraient restreindre la concurrence. La FTC s'intéresserait également à la position de Microsoft sur le marché de l'intelligence artificielle, en particulier ses liens avec OpenAI, et à la manière dont l'entreprise pourrait utiliser ses investissements pour consolider sa part de marché dans ce secteur.

Suite à ces révélations par la presse, Microsoft a [accusé](#) la FTC d'avoir fait fuiter ces informations volontairement, en contradiction avec les règles d'éthique de l'agence. Microsoft a également rejeté les accusations, appelant la FTC à partager les détails de l'enquête de manière officielle.

8. Amazon dévoile ses modèles d'IA générative

Le 3 décembre, Amazon Web Services (AWS) a [présenté](#), lors de la conférence AWS re:Invent à Las Vegas, sa suite de modèles de fondation Nova. Jusqu'à présent, Amazon ne proposait que des modèles d'IA générative d'autres sociétés, comme Meta, Mistral AI ou Anthropic, *via* sa plateforme Amazon Bedrock. Nova

se décline en six modèles d'IA, permettant notamment la génération de texte (Micro), d'images (Canvas) et de vidéos (Reel). Amazon a indiqué que les trois versions d'entrée de gamme de Nova sont « 75 % moins chères » et « plus rapides » que les modèles comparables disponibles sur Amazon Bedrock. Contrairement à ChatGPT d'OpenAI ou à l'assistant Copilot de Microsoft, Nova est accessible uniquement aux entreprises et développeurs clients d'AWS, et non aux particuliers.

En 2025, Amazon prévoit de lancer deux nouvelles versions de Nova : une version multimodale, capable de traiter et de générer du texte, des images, des vidéos et du son sous différentes formes, et une version « *speech to speech* », permettant de répondre à des requêtes vocales par une réponse audio.

Brèves

- Le 27 novembre, la FTC a interdit aux courtiers de données [Gravy Analytics](#) et [Mobilewalla](#) de collecter et de vendre des informations sensibles sur la localisation des Américains. Les entreprises sont accusées de porter atteinte aux droits des consommateurs en utilisant des données de localisation pour suivre les individus vers des lieux sensibles comme des hôpitaux, des bases militaires et des sites religieux. En vertu de cette décision, ces entreprises doivent cesser d'utiliser ces données et établir des programmes de gestion des données sensibles.
- Le 21 novembre, OpenAI et Anduril, une entreprise du secteur de la défense, ont [annoncé](#) un partenariat stratégique pour développer des solutions avancées d'intelligence artificielle destinées à la défense nationale. L'objectif initial est de créer des systèmes anti-drones en utilisant les modèles d'OpenAI combinés à l'infrastructure de défense d'Anduril.
- Le 4 décembre, le Président-élu D. Trump a [nommé](#) Gail Slater, ancienne conseillère de J.-D. Vance, à la tête de la division antitrust du Département de la Justice (DoJ), en remplacement de Jonathan Kanter.
- Le 3 décembre, le Sénat a [adopté](#) à l'unanimité le projet de loi « TAKE IT DOWN Act », proposé par les sénateurs Ted Cruz (R-Texas) et Amy Klobuchar (D-Minnesota). Ce texte pénalise la publication d'images intimes non consenties, y compris celles générées par intelligence artificielle sous forme de *deepfakes*. La proposition loi impose également aux plateformes en ligne de mettre en place des mécanismes de notification et de retrait de ces contenus. Les députées Maria Elvira Salazar (R-Floride) et Madeleine Dean (D-Pennsylvanie) ont introduit une législation complémentaire à la Chambre des représentants, en attente de vote.

9. L'administration Biden propose la couverture Medicare/Medicaid des traitements contre l'obésité

L'administration Biden a [annoncé](#) le 26 novembre qu'elle proposait d'étendre la prise en charge par les assurances santé publiques Medicare et Medicaid aux traitements contre l'obésité. La Maison-Blanche a justifié sa décision en soulignant (i) la part importante de la population américaine atteinte d'obésité [42 %], (ii) l'apparition de nouveaux traitements efficaces pour réduire les risques de décès ou de maladies graves liées à l'obésité, ainsi que (iii) les difficultés d'accès à ces traitements pour les Américains (dont le coût peut atteindre 1 000 \$ par mois en l'absence de couverture santé). Selon la Maison-Blanche, l'extension à ces médicaments des programmes Medicare et Medicaid, qui couvraient jusqu'ici un certain nombre de traitements contre le diabète mais non contre l'obésité, permettrait d'étendre leur accès à environ 7,4 millions de bénéficiaires.

Le communiqué de la Maison-Blanche n'évoque toutefois pas la question des coûts engendrés par cette proposition, [soumise](#) à une consultation publique jusqu'au 27 janvier prochain, soit une semaine après l'entrée en fonctions de l'administration Trump. En octobre 2024, le Congressional Budget Office (CBO), agence du Congrès chargée d'évaluer l'impact budgétaire des propositions de lois, estimait que la couverture des traitements contre l'obésité par le seul programme Medicare, pour 300 000 patients la première année à jusqu'à 1,6 millions en 2034, pourrait coûter 35 Md\$ aux contribuables américains sur 9 ans [voir [Brèves sectorielles du 11 octobre 2024](#)].

Brèves

- Le 25 novembre, l'entreprise de dispositifs médicaux Boston Scientific, basée dans le Massachusetts, a [annoncé](#) son acquisition d'Intera Oncology, qui développe des traitements contre le cancer.
- Le 4 décembre, l'entreprise pharmaceutique américaine Eli Lilly a [annoncé](#) que son traitement contre l'obésité Zepbound avait engendré une perte de poids 47 % supérieure à celle permise par le traitement concurrent Wegovy, développé par le danois Novo Nordisk, lors d'un essai clinique réalisé sur 751 patients résidents des États-Unis et de Porto Rico.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)